

LE JOUR, 1953
14 JANVIER 1953

CHEZ NOS VOISINS ET CHEZ NOUS

En Syrie, après la secousse que l'on sait, tout est rentré dans le calme. On veut dire par là qu'il n'y a pas de remous dans l'opinion, « l'ordre n'ayant pas cessé de régner ». Le Gouvernement est bien assis et sa situation est assez forte pour faire face tout événement, au moins pour un temps. La sagesse est maintenant d'accélérer le retour à une forme de gouvernement plus libérale. On a tenté jusqu'ici d'associer les civils au pouvoir de façon plus consistante, mais sans réussir. Peut-être sera-t-on plus heureux dans les semaines qui viennent. Il faut le souhaiter à nos voisins.

Il n'est pas normal en effet qu'après les vastes efforts qu'on lui connaît au service de la défense nationale et du bien public, le colonel Chichakly soit laissé dans une solitude relative. La besogne qu'il a faite et le désintéressement qu'il a montré justifient de la part des Syriens, indépendamment d'un sentiment d'affection, une confiance plus grande. Mais la Syrie est un pays qui supporte mal les disciplines rigides si elles durent trop longtemps. C'est un pays où l'on s'impatiente vite et où, si ami de la vertu qu'on soit, on ne veut pas d'un totalitarisme contre lequel un individualisme congénital s'insurge. Il y a aussi dans les grandes villes syriennes un goût légitime de la liberté que les hommes au pouvoir auraient tort de sous-estimer.

Les Syriens bénéficient en ce moment d'un ordre qui ressemble à celui des casernes ; ils n'aiment pas beaucoup cela. Les diversités qu'on voit au Liban existent aussi en Syrie où les races, les religions et les traditions se côtoient. La Syrie, sauf un peu dans le nord syrien, ne ressemble en rien la Turquie par exemple. Elle aime une certaine nonchalance et la marche lente du temps. Elle a horreur des lois draconiennes devant lesquelles elle s'incline, mais dans des révoltes intimes. Elle pense que la fatalité est une bonne compagne et qu'il ne faut pas trop sacrifier le présent à l'avenir.

Les réactions syriennes à l'égard du Liban ne nous ont guère ému. Elles nous ont paru même assez naturelles. Nous y avons vu le dérivatif classique pour détourner l'opinion syrienne des questions intérieures. Toutes les fois qu'en Syrie il y aura des difficultés internes, il faudra s'attendre à quelque algarade du côté du Liban et à une fermeture puis à une ouverture plus ou théâtrales des frontières. Cela fait partie de l'arsenal politique d'un gouvernement syrien qui se respecte et cela nous paraît être l'enfance de l'art. Nous n'en sommes plus à nous alarmer de mouvements de mauvaise humeur plus ou moins forcée qui portent l'attention vers nous, Libanais, plutôt que vers ce qui se passe à Damas.

Notre sentiment est que les fantaisies syriennes à notre égard ont eu cette fois, du côté libanais, un effet plutôt salutaire. Les gens ont compris, même les Tripolitains, que la plaisanterie a des limites et que les plaisirs de la douche écossaise ne trouvent des amateurs qu'à condition qu'on n'en abuse pas.

Quels que soient les excès auxquels les Syriens se livreront, nous leur opposerons le sang-froid que la longue expérience nous a appris. Cela ne veut pas dire que nous soyons incapables de nous défendre. On a compris un peu plus, cette fois, lorsque le blé, au Liban, a paru en surabondance sur le marché quand la Syrie a fermé ses frontières, qu'en aucun cas le ravitaillement ne nous manquera si nous nous organisons un tout petit peu et si nous ne sommes pas dépourvus de prévoyance.

Quant à la viande de boucherie que le Liban consomme, elle ne vient pas de Syrie mais elle traverse seulement la Syrie sous la forme du troupeau en marche et nous saurions fort bien la trouver à ses sources.

La leçon des derniers quinze jours est pour les Libanais une leçon de sérénité et de fermeté. Rappelons pour la centième fois que nous sommes un pays aux ressources économiques les plus diverses et dont la clientèle, visible ou moins visible, s'étend à l'univers. La chance du Liban est dans cet éclectisme prodigieux qui lui ferait tout affronter avec allégresse. SI CERTAINES DE SES LOIS N'IMITAIENT PAS DE FAÇON TROP SERVILE CELLES DE L'OCCIDENT, et si on faisait davantage pour que le capital étranger (le capital syrien compris) vienne et s'investisse chez nous plus largement. C'est une question de gouvernement que le Gouvernement actuel, ni les précédents, n'ont suffisamment comprise, prisonniers du préjugé qu'il est et qu'ils étaient.

Nous aurions pu ravitailler la Syrie en blé, l'autre semaine. Tel est chez nous le sens de la liberté. Et notre monnaie conserve le prestige mérité qu'on lui reconnaît par rapport à toutes celles qui la regardent avec envie.

Renouvelons enfin cette recommandation fondamentale : toutes les lois libanaises qui contrarient si peu que ce soit (sous réserve de l'indépendance nationale) l'entrée et l'investissement des capitaux étrangers, il faut les amender de toute urgence et quel que soit leur nom.

Vivons d'abord. Nous ferons ensuite de la philosophie.